

Publié le 15 janvier 2021

Le coup d'État américain

Sous réserve qu'il agisse d'ici le 20 janvier à midi, dans un dernier coup de poker – et cela reste possible, puisqu'il sera le légitime président des États-Unis jusque-là –, Donald Trump n'aura pas réussi son pari. Pour autant, il y a bien eu un coup d'État pendant l'élection présidentielle américaine, mais ce n'est pas celui que l'on pense.

De ce que les événements nous montrent jusqu'à présent, et malgré la tentative acharnée (mais tout à fait constitutionnelle) de Donald Trump pour démontrer la fraude à l'occasion de l'élection présidentielle américaine, normalement les jeux sont faits : Joe Biden devrait être le 20 janvier prochain le prochain président des USA.

De graves soupçons de fraude

Il est à remarquer que toute la fin de la campagne¹ a été entachée par les soupçons de fraude. Il est très étonnant que la presse française ait traité cette question à la légère, en ressassant le leitmotiv d'un président «enfantin et mauvais perdant», qui «s'accroche au pouvoir» et «ne veut pas partir».

Il eût été à tout le moins juste et honnête de se demander si ces allégations étaient purement fantaisistes ou si elles avaient des chances d'être vraies. Un examen, même superficiel, de la situation aurait permis de voir qu'elles étaient multiples et très importantes, concernant par exemple l'arrêt brusque des comptages pendant la nuit du vote dans les «swing states²», pour ressurgir ensuite avec des «paquets» de dizaines de milliers de votes Biden d'un seul coup, ou bien les bulletins photocopiés ou achetés en Chine (et livrés au Canada et au Mexique), les livraisons de camions de bulletins d'un État à un autre (avouées par un chauffeur), ou encore le vote multiple, celui des morts, des étrangers à l'État concerné ou au pays. Mais aussi la fraude aux adresses, et surtout la fiabilité plus que douteuse des machines de vote Dominion³, les liens financiers de la société propriétaire de Dominion avec la Chine, le décompte de bulletins hors de la vue des scrutateurs républicains⁴, ou encore le «don» de Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, de 500 millions d'USD (on lit bien...) aux fonctionnaires des bureaux de vote⁵ pour, supposément, «améliorer et moderniser le processus de vote»...

1 - Qui s'est achevée le 6 janvier, avec la ratification des délégués, et non pas le 3 novembre, après le vote des électeurs dans chaque État.

2 - Dans le contexte de l'élection présidentielle américaine, un *swing state* (ou État-charnière, État-pivot, État-clé), est un État des États-Unis au vote indécis, et qui peut donc changer de camp d'un scrutin à l'autre, entre les deux partis dominants et ainsi faire basculer le résultat du vote final.

3 - Dont l'utilisation frauduleuse pouvait facilement être faite de l'extérieur par internet, de façon à réattribuer à Biden des voix initialement destinées à Trump.

4 - Cette fraude a été [constatée sur des caméras de surveillance](#).

5 - Dans la proportion de 9 aux personnels des comités démocrates pour 1 aux républicains...

Toutes ces allégations de fraude ont été compilées dans de multiples rapports, dont l'un, le rapport Navarro, fait une synthèse complète⁶. Il est tout de même étonnant que jamais la presse française n'en ait fait état, et que ce rapport n'ait même pas été traduit en français... Il est extrêmement curieux qu'elle se soit contentée de dire que, lors des presque soixante procès intentés, le camp Trump «n'apportait pas de preuves» de ses allégations, sans vérifier que, dans presque tous les cas, les cours de justice n'avaient même pas examiné les dites preuves (ni le FBI diligenté les enquêtes), mais simplement rejeté les demandes⁷ au motif qu'elles comportaient des vices de forme ou que les délais étaient trop courts.

Dans presque tous les cas, les cours de justice n'ont même pas examiné les preuves de fraude du camp Trump, mais simplement rejeté les demandes.

Pourtant, le simple examen, autorisé par un juge du comté d'Antrim dans le Michigan, de vingt-deux machines Dominion a suffi à prouver que le taux d'erreur de ces machines rejetant les votes «litigieux» (renvoyant à une décision humaine, hors du champ des scrutateurs, pour réattribuer les dits votes...) était de 68 %, un taux gigantesque, alors que le taux habituel est de 1 pour 250 000. Ceci aurait dû être suffisant, dans une configuration «normale», pour que les juges des autres États autorisent la vérification des autres machines⁸. Or il n'en a rien été. Quelle conclusion faut-il en tirer ?

De même, le Department of Justice lui-même, pendant la campagne, s'est interdit de rendre publiques les preuves qu'il détenait pourtant depuis deux ans concernant Hunter Biden, le fils de Joe, de ses liens plus que louches avec des investisseurs ukrainiens, russes et chinois, et de sa collusion dans ces affaires avec tout le reste de sa famille, y compris son père... Ces preuves ont été tuées pour, supposément, «ne pas influencer la campagne», alors que, lorsqu'elles sont ressorties – bizarrement – après le 3 novembre, une partie importante des votants démocrates ont déclaré que, s'ils en avaient eu connaissance, leur vote aurait probablement été modifié. Là aussi, quelle conclusion faut-il en tirer ?

Des électeurs trompés en colère

Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, la méfiance des électeurs américains soit telle que 40 %, chiffre énorme, considèrent que cette élection a été truquée ? Ainsi, de nombreuses personnes interrogées affirment que le résultat du vote, pour l'un des candidats ou pour l'autre, importe finalement moins que le fait d'avoir enfin la lumière sur la fraude et regrettent que l'on ait préféré mettre ces montagnes de poussière sous les tapis». Pourquoi le «système» américain, dans son ensemble,

La haine du camp démocrate et de «l'État profond» à l'égard de Trump est-elle suffisante pour expliquer ce choix mortifère de l'omerta ?

6 - On trouvera ce rapport sur le site [scribd.com](https://www.scribd.com).

7 - Y compris celle du Texas, appuyée par 17 autres États, auprès de la Cour suprême fédérale, contre les swing states ayant modifié leurs lois électorales juste avant l'élection.

8 - Voir sur [theepochtimes.com](https://www.theepochtimes.com).

a-t-il montré un tel niveau de lâcheté ? Pourquoi a-t-il fait ce choix, mortifère, de l'omerta, avec lequel il est impossible que la confiance revienne ? Pourquoi avoir refusé d'ouvrir les procès s'il n'y avait rien à cacher ? La haine du camp démocrate et de «l'État profond» à l'égard de Trump est-elle suffisante pour l'expliquer ? Ou bien la configuration d'un «marais» putride, de copinages et de corruption, où de nombreux démocrates (et républicains !) sont mouillés, est-elle vraie, comme Trump ne cesse de le clamer depuis quatre ans ? À tout le moins, toutes ces questions auraient largement mérité d'être abordées.

Même l'affaire de «l'invasion» du Capitole, le 6 janvier, est loin d'être claire. En effet, on peut constater sur les images de la ville (sauf, précisément, à l'entrée du Capitole) que, pour la grande majorité, les manifestants étaient plutôt calmes⁹. Il n'y a pas eu de dégradations, de saccages ou de voitures et de magasins brûlés, comme lors des manifestations précédentes de Black Lives Matter. Lors de ces dernières, on a laissé entendre qu'il fallait laisser s'exprimer une «juste colère» (au point que Biden a mis un genou en terre en hommage à Floyd). Cette fois-ci, n'est-il pas compréhensible que s'exprime, de la même façon, une «juste colère» ? Pourquoi la colère serait-elle «juste» d'un côté et «séditieuse» de l'autre ? L'ambiance, en tout cas, ne «collait» pas bien, ce jour-là, avec celle d'une insurrection «spontanée»...

De plus, certains éléments sont troublants. D'une part, alors que l'on attendait plusieurs millions de personnes, les propositions qui avaient été faites par les services fédéraux pour renforcer la sécurité du Capitole avaient été refusées. Pourquoi ? De même, le déroulé ne semble pas clair, puisque le discours de Trump s'est terminé vers 13h15, et que les foules, au vu de la distance, auraient dû être au Capitole vers 14h00, alors que «l'attaque» du bâtiment a débuté vers midi. De plus, on voit sur certaines

Les foules, au vu de la distance, auraient dû être au Capitole vers 14h00, alors que «l'attaque» du bâtiment a débuté vers midi...

images que les gardes, à un moment, ouvrent très tranquillement les barrières pour laisser passer les manifestants. Enfin, plusieurs participants «lambdas» ont déclaré qu'ils avaient remarqué des «antifas» infiltrés, brisant les vitres, ou même qu'ils les avaient entendu parler d'une action susceptible d'entacher le mouvement. S'agit-il de «complotisme» ? Une provocation démocrate était-elle impossible ? Bien au contraire, dans un tel contexte, elle était certainement très facile à concevoir et à mettre en œuvre, et aussi très bénéfique. Là encore, une presse honnête aurait dû au moins creuser le dossier. Or personne ne l'a fait.

Pour ce qui est du vote lui-même, une très forte pression a été mise sur les parlementaires républicains les plus décidés pour les empêcher de s'opposer au comptage du 6 janvier¹⁰. Certains d'entre eux ont reçu des menaces, ainsi que leurs familles¹¹.

Un autre élément tend à prouver que les choses, du côté démocrate non plus, ne sont pas très claires, ou bien qu'elles ne le sont que trop... En effet, Joe Biden s'est adressé à la nation en disant qu'il

9 - Voir sur [Youtube](#).

10 - Un quart des sénateurs républicains, comme Josh Hawley (du Missouri), Ted Cruz (du Texas) ou Ron Johnson (du Wisconsin) et des députés, comme Mo Brooks (de l'Alabama) ont contesté ces comptages.

11 - On a même tiré dans les vitres du domicile de l'un d'entre eux.

voulait réconcilier tous les Américains. Mais en même temps, la Chambre, sous la présidence de la démocrate Nancy Pelosi, a débuté une procédure d'*impeachment* de Trump, sous le prétexte de sa responsabilité dans l'affaire du Capitole, pour essayer de l'invalider alors qu'il ne lui reste que quelques jours de présidence... De même, Twitter et Facebook ont annoncé qu'ils suspendaient le compte du Président – ce qui a d'ailleurs provoqué un tollé mondial. Mais, dans la foulée, ils ont aussi supprimé ceux de dizaines de milliers de ses partisans.

De plus, les démocrates ont annoncé qu'ils voulaient exclure du Parlement, au motif de «sédition» et de «terrorisme», les parlementaires les plus proches de Trump, à commencer par Ted Cruz et Josh Hawley. Ce sont pourtant des élus légitimes. Enfin, le magazine *Forbes* a annoncé qu'il dégraderait toutes les entreprises qui embaucheraient quiconque a travaillé pour Trump. Visiblement, une chasse aux sorcières, basée sur «l'événement fondateur» du Capitole, avec comme leitmotiv la recherche des «terroristes intérieurs», vient de commencer, dans le plus pur style du communisme soviétique ou chinois¹². Cette «purge» immédiate est-elle démocratique ? Est-elle compatible avec la volonté d'apaisement prônée par Biden ?

Tout ceci tend à faire penser qu'il y a bien eu fraude massive. En effet, lorsqu'on sait que l'on est légitime, on cherche en général à faire grandir cette légitimité par la réconciliation. C'est lorsqu'on sait que l'on ne l'est pas que l'on tente, à l'inverse, d'éliminer toute opposition, par tous les moyens, de peur que le peuple ne s'y raccroche. Or c'est bien cette seconde option qui est mise en œuvre, avec une rapidité extrême. Que faut-il en conclure ?

C'est lorsqu'on sait que l'on n'est pas légitime que l'on tente d'éliminer toute opposition, par tous les moyens, de peur que le peuple ne s'y raccroche.

Les scénarios possibles et les leçons à tirer

En vérité, à l'heure présente, personne ne sait ce qui peut encore se passer. Donald Trump reste bien président jusqu'au 20 janvier, et dispose, jusque-là, de tous ses pouvoirs. A-t-il l'intention de passer la main ? A-t-il encore l'intention, comme la rumeur court, d'invoquer l'acte d'insurrection de 1807, afin de donner le pouvoir à l'armée pour faire faire, par les tribunaux militaires, les enquêtes que les tribunaux civils n'ont pas osé faire ? Ceci expliquerait la précipitation avec laquelle le camp démocrate tente la manœuvre ultime et dérisoire de l'*impeachment*. Au vu du temps restant, c'est peu probable, mais cela reste possible. Nous le saurons très vite.

Dans tous les cas, nous pourrons tirer de cette affaire plusieurs conclusions :

- Cette élection, pour ceux qui ont fait l'effort de la suivre de près et qui ont cherché l'information hors des canaux «*mainstream*», aura été l'une des plus extraordinaires de l'Histoire du monde.
- Elle aura bien été celle d'un «coup d'État». On peut penser, au vu des multiples soupçons de fraudes, que c'est plutôt le camp démocrate qui l'a mis en œuvre et qui l'a réussi.
- Son importance géopolitique sera majeure, historique. Si, comme c'est maintenant probable,

12 - Voir sur [Youtube](#).

le camp démocrate l'emporte, nul doute que les pratiques de l'omerta, de la pression professionnelle, de la chasse aux sorcières politique, de la censure des médias et des réseaux sociaux se généraliseront partout, y compris chez nous. La brutalité politique la plus extrême pourrait bien devenir notre lot quotidien. Ce n'est qu'une question de temps. Il est bien possible que ceux qui n'ont pas aimé Trump en viennent à le regretter...

- Nous aurons pu constater, ici encore, l'incroyable malhonnêteté, partialité et lâcheté de notre presse...

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr